

Dominique Bilde (RN) dénonce le parlement européen qui refuse d'évoquer les licenciements massifs qui s'annoncent !

écrit par Christine Tasin | 11 octobre 2020



Intéressante et interpellante tribune que celle de Dominique Bilde.

Il semble que, à Paris comme à Bruxelles, nos élus et non élus n'aient de soucis et de compassion que pour les migrants... Ceux des nôtres qui crèvent la bouche ouverte, ils n'en ont cure...

« Avant de rêver du monde de demain, agissons pour sauver celui qui meurt sous nos yeux ! »

Covid-19 : le Parlement européen nous refuse le droit de parler des licenciements massifs qui s'annoncent !

<https://rassemblementnational.fr/tribunes-libres/covid-19-le-parlement-europeen-nous-refuse-le-droit-de-parler-des-licenciements-massifs-qui-sannoncent/>

Dominique Bilde | Tribunes libres – 9 octobre 2020

Tribune de Dominique Bilde, député français au Parlement européen

Deux fois !

Cela fait deux fois que le Parlement européen retire le débat sur « *les licenciements de travailleurs dans l'UE suite aux retombées économiques de la crise du Covid-19* ».

L'étrange décision de systématiquement supprimer ce sujet central de la plénière en dit long sur les priorités qui sont à l'agenda au niveau européen !

Dans le domaine, rien n'est fait ! Pourtant, la situation continue de se dégrader. Pas une semaine ne passe sans qu'une annonce de plan social, de restructuration ou de faillite ne soit communiquée et relayée par la presse.

Selon un rapport du service des statistiques du ministère du Travail, **tout est sombre à l'horizon !**

En effet, le ministère du Travail compte près de deux fois plus d'entreprises touchées par le phénomène par rapport à l'an dernier à la même période. Surtout, ce sont des milliers d'emplois qui s'apprêtent à disparaître. Les chiffres donnent le tournis : [Air France prévoit de supprimer un peu plus de 7500 postes](#), Airbus et Daher s'apprêtent quant à eux à se séparer de respectivement 5000 et 2000 personnes.

Le secteur de l'automobile n'est pas épargné : Renault prévoit de supprimer 4600 postes et Valeo, spécialiste dans la fabrication de composants automobiles, projette d'en licencier près de 2000.

Tout récemment, c'est la disparition de 475 postes chez Latécoère qui a retenti comme coup de tonnerre pour les salariés pris au dépourvu. Une perte d'emploi qu'il est possible d'expliquer en raison de la vente de l'entreprise à un fond américain qui n'a que faire de la souveraineté technologique, militaire et économique de la France.

En dépit des technologies de pointe dont dispose le fournisseur aéronautique, on brade un savoir-faire et des emplois. La France semble vouée à subir les effets d'une politique qui a démontrée toute son inefficacité !

Ces prévisions apocalyptiques tranchent d'ailleurs avec le rêve éveillé du gouvernement : plutôt que de parler de « relocalisation », le gouvernement ferait bien d'empêcher

que ne continue la suppression massive de l'emploi industriel dans notre pays.

Pour cela, il est urgent de défendre un État stratège qui use à bon escient des mesures de rétorsion commerciales pour protéger son marché.

Un État qui doit systématiser la défense de ses intérêts économiques en comprenant que des entreprises automobiles ou aéronautiques font plus encore que la renommée de notre pays : elles garantissent notre indépendance et notre puissance dans le monde.

Avant de rêver du monde de demain, agissons pour sauver celui qui meurt sous nos yeux !